

François BURGAT (CNRS, IREMAM, Aix en Provence)

A propos du terrorisme islamique

Maghreb Machreq « Figures de l'islamisme », (188) Été 2006, Choiseul, Paris, p. 11-20 (Entretien avec Jean-François Daguzan)

Résumé : La notion de « terrorisme islamique » est sans doute la moins bonne possible pour désigner, si réelles soient-elles, les déchirures les plus graves du tissu politique mondial. Le label « terrorisme » sert trop souvent à disqualifier unilatéralement la violence « de l'autre ». L'appellation « islamique » nourrit une propension naturelle à « théologiser », et donc occulter la matrice profane des résistances et des oppositions internes, régionales ou internationales qui se manifestent dans le monde musulman.

Abstract : The concept of "Islamic terrorism" is undoubtedly the worse possible category to explain, however real are they, the most serious but also the most badly analyzed tears in the world politics. The label "terrorism" is too often used to disqualify the "violence of the other". The "Islamic" one nourishes a natural propensity to "theologise", and thus to occult the profane origins of oppositions and resistances local, regional or international in the Muslim world.

Jean François Daguzan : François Burgat vous avez publié à La Découverte, en 2005, un stimulant ouvrage « *L'islamisme à l'heure d'Al Qaida* » qui s'attache à une lecture critique de la question de l'islamisme et du terrorisme islamisme radical à l'aune de votre démarche scientifique personnelle et de votre connaissance de terrain du monde arabo-musulman. Que représente pour vous la notion de « terrorisme islamique » ?

F.B. Cette dénomination est sans doute la moins bonne possible pour désigner, si réelles soient-elles, les déchirures les plus graves mais également les plus mal analysées du tissu politique mondial. Chacun de ses deux termes a en effet une portée potentiellement mystificatrice. Il est superflu d'énumérer toutes les dérives de l'usage du mot *terrorisme* dès lors qu'il est employé – loin de sa définition restrictive - pour disqualifier la violence de l'Autre, de celui qui résiste ou qui s'oppose. A l'échelle de l'histoire récente de la France, les

résistants français aux nazis, labellisés « terroristes » par ces derniers, n'ont pas hésité, une fois au pouvoir, à faire de même à l'égard de la première génération des nationalistes algériens du FLN ; et ces derniers, dès lors que leur propre hégémonie a été mise en cause, n'ont pas hésité à en faire autant vis-à-vis de ceux qu'ils venaient, en annulant le scrutin législatif de décembre 1991, de priver de leur victoire électorale.

L'appellation « islamique » est une autre invitation à ...y voir le moins clair possible : elle nourrit la propension naturelle à « théologiser » plus que nécessaire l'origine des tensions politiques au Proche Orient et dans le monde. La désignation de l'autre par sa seule appartenance 'islamique' conduit ici à surdéterminer, très unilatéralement, la variable religieuse supposée expliquer l'origine des résistances qui se développent dans le monde. Elle fait de cette variable religieuse une exclusivité du monde musulman ce qui est loin d'être le cas. Elle masque ensuite et surtout l'importance des variables trivialement profanes. Pour analyser les violences au Proche Orient, on éprouve quasi automatiquement le besoin de faire appel à un « islamologue ». Sachant la centralité que la référence religieuse continue à avoir dans la politique étrangère de l'Etat hébreu, si laïque se dise t-il ou dans celle des EU, dont on sait que le président a évoqué l' « ordre divin » d'attaquer l'Irak, pourquoi ne mobilise t-on donc pas les services d'un « judéologue » ou d'un « christianologue »... !

J-F D. : Je vois bien vos réserves sémantiques. Elles procèdent de l'éternel débat autour de la définition du terrorisme qui a bloqué et bloque encore les travaux des Nations Unies et tout récemment l'adoption solennelle d'une déclaration officielle euroméditerranéenne à l'occasion de la conférence des dix ans du Processus de Barcelone en novembre 2005. Je rappellerai par ailleurs qu'un chercheur est allé à la recherche des définitions du terrorisme (il en a trouvé plus de cent...). Ceci étant, Si l'on se réfère à ce que l'on appellera par facilité de langage « le terrorisme islamique », ne trouve t-on pas un appareil théorique (chez Qubt, Choukir Moustapha ou Farag) qui, par la manipulation de certaines notions (le « grand » jihad (l'obligation absente), le Takfir, etc.), autorise ou facilite une violence extrême à l'égard de tout ce qui n'est pas de son obédience (les autres Musulmans y compris). N'est-on pas dans la perspective de Michel Wievorka qui voit dans le terrorisme un « anti-mouvement social » qui se coupe des mouvements politiques et sociaux qui les ont engendré ab initio ou une « inversion » qui fait que le mouvement terroriste se retourne contre son propre camp ? et dans ce cas peu importe que les revendications soient satisfaites ou non.

F.B. Votre question permet d'aller à l'essentiel : un acteur politique a-t-il plus de risque de recourir à la violence sectaire lorsqu'il puise ses références dans la culture islamique ? Je pense pour ma part que cultures, religions et autres « dogmes » (y compris les plus matérialistes) ont en matière de fabrication des idéologies d'exclusion des performances tout à fait comparables. Vous avez bien sûr raison de rappeler les différentes déclinaisons de ce que je nomme la « théologie de guerre » de l'égyptien dissident des Frères musulmans Sayyed Qutb. La notion de *takfir* permet effectivement de priver celui que l'on déclare « mécréant » des droits et des garanties inhérents à son appartenance à la collectivité (ici, celle des croyants) et de le livrer ainsi à la violence « légitime » du groupe. Après avoir rappelé le rôle central de la répression nassérienne dans la radicalisation de cette génération islamiste des années soixante, la question qu'il faut poser est celle de savoir si cette rhétorique sectaire a ou non des équivalents dans d'autres univers de référence, qu'ils soient religieux ou profanes ou si nous sommes vraiment en présence d'une caractéristique propre à la pensée politique « islamique ». Dans ce domaine, les « capacités » anciennes de la religion chrétienne (lors des épisodes de l'inquisition ou de l'évangélisation de l'Amérique du sud), ou celles du nazisme et du stalinisme sont avérées. Mais, plus près de nous, l'actualité est tout aussi riche : interrogé sur le comportement à avoir avec la famille politique qui a remporté le scrutin législatif palestinien de janvier 2006, l'un des idéologues du très puissant et très populaire courant des évangélistes sionistes américains, le Rv John C Hagee, a cité un verset de la bible (20-10) que je résume ainsi : « Proposez leur la paix. S'ils refusent de se soumettre (et de devenir vos esclaves), passez les hommes par le fil de l'épée et faites de leurs femmes, leurs enfants et leurs biens les vôtres » ¹. Est-on très loin de la violence dite « islamique » ? Comment définir ensuite le dispositif rhétorique par lequel l'administration américaine a justifié la suspension de tous les droits applicables aux combattants de guerre emprisonnés à Guantanamo ? Ne s'agit-il pas d'une sorte d'« excommunication » qui rappelle curieusement les raccourcis du terrible « takfir » islamique ?

La problématique des terroristes « qui se retourneraient contre leur camp » appelle en revanche une toute autre investigation : celle de la validité de l'information que nous consommons (ou celle de l'efficacité de la désinformation que nous subissons) à propos des conflits mettant en scène des

¹(1) Rd Naïm Ateek : *Challenging Christian Zionism : Theology, Politics and The Israeli Palestinian Conflict*, Cromwell Press Melisente, 2006

« terroristes ». L'avenir proche du conflit irakien aujourd'hui débarrassé de l'omni présent Abu Mus'ab Zarqawi, qui nous disait on, à en croire des courriers recueillis et diffusés par l'administration américaine, prônait précisément de donner à la lutte contre la majorité chiite irakienne le primat sur le combat contre la présence militaire américaine, va sans doute permettre de mesurer la crédibilité des informations qui se sont imposées dans les media à ce sujet.

J-F D. : je vois bien vos arguments mais est-ce que vous ne vous placez pas trop du côté de «l'excuse absolutoire»? Vous victimisez le monde musulman ; vous rappelez humiliations et atteintes à la dignité (o combien réelles) ; vous invoquez la générale Massu en référence au combat contre le voile qui serait une poursuite de la colonisation par d'autres moyens (je dois dire que j'ai été épaté par la référence à la générale – qui s'en souvient à part vous et moi ? – laquelle avait d'ailleurs adopté une jeune « musulmane ») ; vous invoquez, les régimes pourris, la Palestine, l'Irak et Guantanamo... Mais, n'est-ce pas trop facile et complaisant que de renvoyer la responsabilité à d'autres, à un mal forcément venu d'ailleurs, comme s'il y avait un *avant*, le paradis perdu : le monde arabo-musulman jusqu'au XIX^e siècle et un *après*, le monde colonial et post-colonial. Je n'ai pas le sentiment, traînant un peu mes guêtres dans ce monde là de la Mauritanie à l'Asie centrale, que le retour à un islam rigoriste soit absolument l'aspiration d'une majorité (encore faudrait-il qu'elle puisse s'exprimer, me direz-vous) et que nous soyons totalement dans le temps de la *jahilliya* ? On a plutôt le sentiment d'une population qui veut s'en sortir par le travail, le droit et la dignité et non par la violence à tous prix. Enfin, le terrorisme « islamiste » tue plus de musulmans que de « croisés et de juifs ». Le problème n'est-il pas, au fond, plus dans la *fitna* intermusulmane (au sens de Kepel) que dans la confrontation colonialiste ? C'est-à-dire une confrontation (au sein de chaque société) sur les voies et les moyens de sortir de la crise.

F.B. Qui se souvient de madame Massu en dehors de vous et moi ? Des millions de gens ! Pour autant que vous considérez l'épouse du général qui a fait régner l'ordre en Algérie pour ce qu'elle est : un symbole (parmi d'autres) de la dimension idéologique et culturelle de la domination coloniale. Un symbole de ce que je considère comme une forme de « tribalisation de l'universel » : le détournement d'une cause universelle (l'émancipation des femmes) au service d'un objectif catégoriel beaucoup moins noble (la

perpétuation dans ce cas, de la présence coloniale). Tout porte à croire que la page coloniale, trop partiellement écrite, n'a pas encore été tournée et qu'elle demeure au cœur de l'imaginaire politique d'une large majorité des acteurs de tout le monde musulman. Dans le contexte de la « recolonisation » américaine du moment et des offensives culturalistes qui tentent de la justifier, (l'idée que si nous apportons la culture démocratique à l'autre il cessera de nous résister ...) cette référence me paraît donc plus que jamais fonctionnelle, toutes générations confondues. Un homme de lettres et universitaire yéménite, résumait ainsi, en janvier 2006, l'air politique du temps : « *Le cœur du problème n'est rien d'autre que la colonisation, cet ennemi juré. Sortie par la porte (...), elle est aujourd'hui rentrée par la fenêtre* » ^[1]. L'ingérence du dominant au cœur de l'intimité culturelle et religieuse du dominé a été identifiée très tôt en tant que telle. Malek Bennabi, l'un des pères spirituels du courant islamiste algérien, avait assimilé les manipulations par les autorités coloniales des institutions représentatives du culte musulman, à une façon de dire au dominé : « Ôte ta conscience de là que j'y mette la mienne ! » ². De l'Arabie saoudite ou de l'Iran à qui l'on réclame de « changer de culture » jusqu'à notre hexagone où la tentation de stigmatiser les marqueurs de la culture musulmane est loin d'avoir disparue, la référence à cette logistique culturelle de la vieille domination impériale reste bien d'actualité.

Est-ce que je cède à l'unilatéralisme – ou à l'auto flagellation - lorsque j'évoque le coût éthique et politique du soutien aveugle que l'Europe ou les Etats-Unis apportent à ces inamovibles leaders que je nomme les « Pinochets arabes » ou encore la géométrie variable de l'humanisme qui tolère les atteintes répétées au droit international des bâtisseurs israélien du « mur de sécurité » ? Il faudrait parvenir à le démontrer à tous ceux qui subissent cette violence là, qui n'est ni verbale ni terminologique. Je me refuse ensuite à définir le phénomène islamiste comme la volonté de retour à « un islam rigoriste » ou la caution à plus de « violence » et moins de « dignité ». Ce serait plutôt le contraire. J'ai écrit de longue date que l'islam politique n'était pas réductible à l'émergence d'une nouvelle idéologie politique (qu'elle soit radicale et conservatrice ou au contraire modérée et modernisatrice). J'ai tenté de montrer que les acteurs qui « parlent musulman » emploient une telle variété de modes d'actions qu'il est plus exact d'évoquer un processus de reconnection entre le référentiel de la culture islamique et l'entier terroir de production de *toutes* les idéologies politiques.

² Malek Bennabi *Colonisabilité, Problèmes de la civilisation*, présentation Abderrahman Benamara, Dar al Hadhara, Alger, 2003

Que souhaitent les populations musulmanes concernées ? Admettons tous deux que nous n'en savons rien. Mais accordons nous sur un principe : que les choix exprimés par ces populations dans des scrutins crédibles, dument surveillés par toute la communauté internationale, soient respectés. Malheureusement, l'empressement européen à souscrire au diktat américano israélien montre que cela est loin d'être le cas.

Qu'explique ton vraiment enfin en recourant au concept de « fitnah ». J'ai la plus grande peine à saisir la portée explicative d'une aussi vieille invitation à l'essentialisme. Veut-on rappeler que le monde musulman évolue selon des dynamiques qui produisent des divisions idéologiques et politiques ? Pour décrire et expliquer ces tensions, le vocabulaire "endogène" (djihad, fitna) n'apporte alors qu'un renfort métaphorique voire seulement folklorique : quelle partie du monde, quelle communauté humaine n'en connaît pas en effet de semblables ? Veut-on sérieusement affirmer en revanche que l'histoire du monde musulman est comme contenue en germe dans la doctrine islamique et qu'elle oscille depuis quatorze siècles entre le "djihad" (la guerre contre les non-musulmans) et la "fitna" (la discorde entre musulmans) ? J'ai quelque difficulté à m'accommoder d'un tel raccourci historique.

J-F D. : Je partage assez votre vision d'une bonne conscience bêlante venue d'occident qui vient asséner sous couvert de compassion ou de dialogue mou des civilisations des leçons de savoir-vivre au monde arabo-musulman. De ce point de vue, la figure de « l'orientaliste » dénoncée en son temps par Edward Saïd, demeure d'actualité. Cependant, n'y a t-il pas un risque de tomber dans le « tout colonial » comme machine à tout expliquer et, par là, à tout absoudre. N'est-on pas dans la névrose coloniale décrite par Franz Fanon, mais à l'envers ? J'ai été souvent frappé par le fait, quelque soit le pays où je me trouvais, le régime qui le dirigeait et la nature de mes interlocuteurs, que l'on me serve si souvent le mythe du complot de l'étranger, le mal venu d'ailleurs (ex : « le Mossad a fait le 11 septembre », antienne très à la mode dans les opinions publiques actuellement). Ce principe a ceci de pratique qu'il élimine toute responsabilité individuelle ou collective, politique ou sociale. A bien des égards, j'ai le sentiment que les « terroristes islamiques » font le jeu de l'Amérique que vous dénoncez et jouent fondamentalement contre leur camp. Est-ce qu'il ne faut aussi réinventer la conscience critique de l'autre côté de la Méditerranée et du Golfe ?

F.B. Quelle est la part de responsabilité des Palestiniens écrasés sous la botte israélienne ? Et celle des oppositions arabes victimes de l'autoritarisme de leurs dirigeants au long cours ? Ou celle de ces « Pinochets » arabes eux-mêmes, dans leur incapacité à limiter les ambitions américaines ? Il ne fait pas de doute qu'elle existe. Pas question donc de faire du « tout colonial » ou du tout « faute à l'occident ». Pas de problème pour « partager » les responsabilités. Depuis le concept de « colonisabilité », l'idée que les « dominés » ont une part de responsabilité dans leur sort est largement acquise. Mais tout demeure tout de même question proportion, de hiérarchie de ces causalités, de priorité dans les axes de l'action. Pour faire cesser l'occupation militaire et les spoliations israéliennes en Palestine, faut-il attendre – comme le suggère insidieusement la rhétorique dominante dans les medias (la robe des épouses des membres du Hamas est trop longue à nos yeux, il n'est donc pas mauvais que les Israéliens apportent un peu de modernité dans les territoires qu'ils occupent...) - que la modernisation politique et sociale de la société palestinienne aille plus loin encore que le stade remarquable démontré par les dernières élections? L'évidence qui découle de la dissymétrie des forces en présence est que la responsabilité de celles qui sont du bon côté du rapport de force est plus importante que celle du camp qui est manifestement dominé. Il y a donc des priorités. Je me refuse, pour le seul plaisir de paraître « équilibré », à renvoyer chacun dos à dos, à traiter l'occupant sur le même pied que l'occupé. C'est Robert Fisk ³ je crois qui rappelle le paradoxe de ce principe du « 50-50 » que la presse anglo saxonne dit vouloir respecter en tous lieux. Tout va bien tant que ce principe n'est pas appliqué à ...une victime et à son bourreau, configuration où il a un impact terriblement insidieux.

Lorsque l'un des quatre pieds d'une chaise, ou d'une table, s'autorise à être plus haut que les autres, ou bien lorsque l'on interdit à l'un d'entre eux de participer à l'équilibre du tout...c'est la fonctionnalité de tout l'« ensemble » qui est compromise. Telle la situation de la France notamment, du monde en général. C'est ce déséquilibre là, avec ses terribles conséquences, qui doit être nommé si on veut le dépasser.

J-F D. : Je partage votre analyse sur la notion du 50-50. Il y avait une phrase célèbre dans le milieu journaliste pour fustiger la fausse équité des faux débats et qui était : « cinq minutes pour les juifs et cinq minutes pour Hitler ». Le faux équilibre n'est que déséquilibre. Alors que faire ? Quel est

³ *La grande guerre pour la civilisation L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)* La Découverte, 2005, 960 p

le dépassement dont vous parlez. J'ai tendance à partager le pessimisme de Camus. La violence ne cessera pas avec la fin des injustices : « Nous avons vu mentir avilir, tuer, déporter torturer, et à chaque fois ils n'était pas possible de persuader ceux qui le faisaient de ne pas le faire, parce qu'ils étaient sûrs d'eux et parce qu'on ne persuade pas les représentants d'une idéologie » (« Ni victimes, ni bourreaux », 1946). Mais, peut-être pourra-t-on assécher le sol sur lequel se nourrissent les terroristes et interdire les surgeons. Dans votre livre vous proposer une « arme » absolue contre le terrorisme : le Partage. Pouvez-vous aller plus loin en guise de conclusion ?

F.B. En évoquant l'urgence d'un partage plus équitable des « ressources », j'entends souligner que ce sont avant tout les dénis de représentation, sous toutes leurs formes, qui nourrissent en dernier ressort les violences terroristes. C'est une façon de me démarquer (non point tant par idéalisme, naïveté ou angélisme, que par conviction « scientifique ») des limites du traitement sécuritaire du terrorisme. Je dis mon scepticisme devant cet autisme guerrier de l'Occident qui renforce, encore et toujours, la suspicion vis-à-vis de l'autre au lieu de se décider enfin à assumer le cout de sa reconnaissance. Je redis le risque qu'il y a ce faisant à accroître les performances de ce que j'ai nommé depuis longtemps la « machine à fabriquer des poseurs de bombes ». De Guantanamo à Bagdad, du boycott irrecevable des urnes palestiniennes jusqu'à la complaisance pitoyable à l'égard du militarisme israélien, le traitement seulement sécuritaire des oppositions et des résistances auxquelles nous sommes confrontés, qu'elles soient radicales ou légalistes, nous place en porte à faux par rapport à notre propre système de valeurs au point de nous pousser irrésistiblement dans le camp des « hors la loi ». En trichant avec le respect de la légalité internationale, nous privons nos politiques de l'assise principale de leur légitimité. Non seulement nous augmentons le nombre de nos ennemis, mais nous hypothéquons notre droit à les qualifier et à les combattre comme tels.

Réclamer un meilleur partage des ressources politiques, c'est aussi redire l'importance de l'alternance dans tous les pays du sud de la Méditerranée. Or nous venons tout de même de signifier aux Palestiniens, et, à travers eux, à tout le monde musulman, que nous n'acceptons cette alternance que pour autant que soit garantie le succès du petit nombre de ceux que nous considérons en quelque sorte comme nos uniques héritiers politiques légitimes. L'incompréhension croissante entre l'Europe et son environnement populaire arabe et musulman se nourrit ici d'une difficulté à partager des ressources qui sont de l'ordre du

symbolique. Nous nous révélons incapables à faire de la place dans « notre » universel politique aux lexiques et aux référentiels des autres cultures. Comme la génération précédente a peiné à admettre la légitimité des premières revendications nationalistes (Hitler, déjà, fut mobilisé pour disqualifier les auteurs des nationalisations !), la nôtre se refuse depuis vingt ans à admettre la légitimité de la génération dite « islamiste ». Nous nous refusons à comprendre que l'affirmation identitaire qui restructure les scènes politiques du monde musulman n'est pas nécessairement antithétique avec les valeurs universelles de la libéralisation politique ou de la modernisation sociale. De Philippe de Villiers à Charlie Hebdo, telle semble être la conviction d'un large front de nos intellectuels, toutes sensibilités confondues. Seuls les acteurs usant des marqueurs symboliques de la culture occidentale peuvent à leurs yeux faire progresser les dynamiques de modernisation. Pour le plus grand nombre, « Islam » ne rime qu'avec « théocratie » et « machisme ». Or, si une frange d'activistes sectaires et radicaux évolue au cours de ce moment de l'histoire du monde musulman, la majorité des acteurs qualifiés d'islamistes n'y est aucunement réductible. L'affirmation « islamique » est avant tout « identitaire ». Le recours même ostentatoire au référentiel de la culture musulmane ne permet donc de préjuger ni des modes d'action des acteurs « islamistes » - c'est-à-dire des Talibans mais aussi ..du premier ministre turc Erdogan - ni même, en dernière instance, de la place qu'ils attribuent au religieux dans « leur » sphère politique. L'autonomisation laïque de cette sphère du politique est déjà largement acquise dans la pratique des courants issus de la tradition des Frères Musulmans. Nous ne sommes donc pas confrontés à la restauration d'une quelconque théocratie médiévale comme nous l'assèment sans se lasser nos intellectuels médiatiques : dans la droite fil de la remise à distance initiée par les indépendances politiques de nos anciennes colonies, nous sommes confrontés à un processus plus complexe mais plus banal de réhabilitation d'un lexique ou d'un référentiel « islamiques » qui sont valorisés bien moins pour leur caractère « sacré » que pour leur caractère « endogène ».

Dès lors, notre opposition indiscriminée à la totalité du spectre des forces se réclamant de « l'islam politique » aboutit à ajouter aux différents économiques ou politiques inévitables, une strate d'incompréhension supplémentaire dont nous pourrions parfaitement nous passer. Dès que sera tombé l'écran trompeur de régimes autoritaires - qui ne sont plus en prise avec leurs sociétés – nous risquons ainsi de nous retrouver avec un terrible déficit de communication vis-à-vis de l'immense majorité de la nouvelle génération de nos voisins musulmans.